

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 13 MARS 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – ADHÉSION GROUPEMENT COMMANDES ÉNERGIE  
SDE07**

---

L'an deux mille dix-neuf, le treize du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – ADHÉSION GROUPEMENT COMMANDES ENERGIE SDE07**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Conformément aux articles L. 333-1 et L. 441-1 du Code de l'Energie, tous les consommateurs d'électricité et de gaz naturel peuvent librement choisir un fournisseur sur le marché et quitter les tarifs réglementés de vente proposés par les opérateurs historiques.

Par ailleurs, certains tarifs réglementés de vente (TRV) sont amenés à disparaître, une obligation de mise en concurrence s'applique alors depuis le 1er janvier 2016 aux bâtiments dont la puissance souscrite est supérieure à 36 KVA, pour les acheteurs soumis au code des marchés publics. Il s'agit pour l'essentiel des tarifs « jaune et « vert ».

Dans ce cadre, le regroupement des pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses d'électricité, est un outil qui, non seulement, permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de la consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Dans ce contexte, le SDE 07 (Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche) a constitué un groupement de commandes d'achat d'électricité et de services associés.

Le groupement de commandes est régi par une convention qui définit les règles entre l'ensemble de ses membres.

La liste des membres du groupement de commandes sera arrêtée par le SDE 07 courant 2019. Le SEBA a déjà été membre d'un groupement semblable pour la période 2016-2019.

Le coordonnateur du groupement proposé est le SDE 07. Il sera chargé d'organiser, dans le respect du code des marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

La CAO du groupement sera celle du SDE07.

En conséquence, le bureau syndical, décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **AUTORISER** l'adhésion du SEBA au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés,
- **ACCEPTER** les termes du projet de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés,
- **AUTORISER** le président ou son représentant à signer la convention de groupement (jointe en annexe) et à transmettre les besoins du syndicat, à savoir le détail des consommations de chaque point de livraison,
- **AUTORISER** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte du SEBA et, ce, sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget, ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de ce groupement de commandes.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL



## CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES

La présente convention est établie entre :

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche SDE07, représenté par Monsieur Patrick COUDENE, agissant en sa qualité de Président dûment mandaté par délibération du XXXXXXXXXXXXXXXX ;

ET

Les membres figurant en annexe 1

---

### PREAMBULE

La loi Nome du 7 décembre 2010 prévoit la fin des tarifs réglementés au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 en électricité.

Les collectivités publiques étant soumises au Code des marchés publics, le choix du fournisseur doit être effectué via une procédure de mise en concurrence. Afin de faciliter ces démarches, le SDE07 souhaite organiser un groupement d'achat d'énergies en tant que coordonnateur.

Un tel regroupement présente plusieurs avantages :

- En mutualisant les besoins, on peut parvenir à un volume de consommation propre à obtenir les offres de fournitures les plus compétitives possibles. Certains syndicats d'énergie ont obtenu des gains allant de 5 à 15% d'économie par rapport aux tarifs réglementés.
- Un engorgement des demandes d'appels d'offres dans ce domaine est à prévoir. De ce fait, les fournisseurs préféreront répondre à des marchés groupés particulièrement attractifs pour eux, proposant un panel d'offres particulièrement intéressant pour les collectivités.
- La procédure reste lourde et une expertise juridique, économique et technique demeure nécessaire dans ce domaine particulier.



CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU :

#### **Article 1<sup>er</sup>. - Objet**

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention un groupement de commandes conformément à l'article XXXXXXX du code des marchés publics, ci-après désigné "le groupement".

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

La présente convention doit permettre à ses adhérents de bénéficier des prestations prévues portant sur des marchés de fourniture et d'acheminement d'électricité et des services associés pour les besoins propres de ses membres.

#### **Article 2. - Composition du groupement**

Le groupement est ouvert aux personnes mentionnées à l'article XXXXXXX du code des marchés publics.

La composition initiale des membres du groupement sera arrêtée au plus tard le XXXXXXX. Elle figure en annexe 1.

#### **Article 3. - Conditions d'adhésion et de sortie du groupement**

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses propres règles internes. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord cadre ou un marché en cours au moment de son adhésion.

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marché en cours.

Les membres fondateurs du groupement acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion de tout nouveau membre après délibération/décision prise par l'organe compétent de celui-ci. L'annexe 1 à la présente convention s'en trouve automatiquement modifiée.

Une fois membre du groupement, l'entité accepte également l'entrée dans le groupement d'une autre personne publique. Le coordonnateur complète en conséquence la convention constitutive, la dépose en Préfecture et la notifie aux autres membres du groupement.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative ou un avenant interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.



#### **Article 4. - Obligations des membres**

Les membres du groupement sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins quantitatifs, par le truchement éventuellement d'une fiche de recensement ;
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti ;
- de participer, selon leur volonté, à la définition des prescriptions administratives et techniques (CCAP, CCTP, règlement de consultation), en collaboration avec le coordonnateur ;
- de respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur ;
- d'inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité/ EPCI et d'assurer l'exécution comptable du ou des marchés (et/ ou accords-cadres et marchés subséquents qui le concerne ;
- d'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement;

#### **Article 5. – Désignation et missions du coordonnateur :**

Le SDE07 est désigné par l'ensemble des membres du groupement comme « coordonnateur » pour les missions décrites ci-après.

Le coordonnateur est désigné pour la durée de la convention.

Chaque structure est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

Le coordonnateur est chargé d'organiser, dans le respect du Code des marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

En pratique, le coordonnateur a pour mission :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres. À cette fin, le coordonnateur peut, en tant que de besoin, solliciter, au nom des membres et directement auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- De définir le cadre juridique d'achat ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres,



réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres, information des membres du groupement des résultats de la consultation, information des candidats non retenus)

- De signer et notifier les marchés, y compris les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord cadre ;
- De gérer la mise en œuvre de clauses d'ajustement et de révision des prix;
- De coordonner la reconduction des marchés (simple information lorsque les membres gèrent leurs marchés) ;
- De transmettre les marchés aux autorités de contrôle ;
- De gérer les précontentieux et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement ;
- Préparation des avenants le cas échéant.

#### **Article 6. - Commission d'appel d'offres (CAO)**

Conformément aux dispositions de l'article XXXXXXXX du code des marchés publics, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et des accords cadre est celle du coordonnateur.

#### **Article 7. - Dispositions financières : indemnisation du coordonnateur**

Le SDE 07, en sa qualité de coordonnateur assure le financement des frais exposés par le groupement :

- frais relatifs à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution
- frais de reprographie et d'envoi des dossiers
- frais de gestion administrative de consultation

Il ne sera demandé aucune indemnisation par le coordonnateur au titre de sa mission.

#### **Article 8. - Durée de la convention et du groupement**

La présente convention prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties.

La date d'effet de la présente convention est celle de la notification de la convention par le coordonnateur à tous les membres du groupement.

Le présent groupement est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 9.- Recours**

Tout litige susceptible de naître entre les membres du groupement à l'occasion de la présente convention fera l'objet d'une procédure de règlement amiable, avant toute procédure contentieuse éventuelle portée devant la juridiction compétente (Tribunal Administratif de Grenoble).

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, seul le



coordonnateur sera habilité à agir en justice.

Pour les litiges opposant le groupement à leur cocontractant, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice, la présente convention ne produisant plus d'effet.

#### **Article 10. – Modification de la présente convention**

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées par les deux tiers des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

#### **Article 11 : Dissolution du groupement**

Le groupement est dissout par une décision d'une majorité qualifiée des deux tiers de ses membres, cette dissolution ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marché en cours.

Fait à Privas, le

Fait en autant d'originaux que de parties

Le coordonnateur du groupement